

Nicaragua : une révolte annoncée

Roselyne Gagnon

Numéro 798, septembre–octobre 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/88764ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gagnon, R. (2018). Nicaragua : une révolte annoncée. *Relations*, (798), 10–11.

victimes aux mains d'agents de sécurité privés employés par la minière canadienne Barrick Gold en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Devant les dommages psychologiques, spirituels, physiques, sociaux de même qu'environnementaux subis par les femmes et les communautés concernées, l'absence de responsabilité sociale des entreprises et la promotion d'un modèle économique dit «de développement» sont de véritables scandales. « Il n'y a pas de justice ou une possible réparation quand le dommage est irréversible. Quand il n'y a plus d'arbres, ni d'eau, ni de femmes libres, il n'y a plus de vie. Nous, peuples autochtones, nous ne voulons pas des mines. Nous ne voulons pas de cette sorte de développement », soulignait Norma Sancir, une Maya K'aqchik'el du Guatemala, rappelant que pour les peuples autochtones, le développement se rapporte à une vie sans violences. Or, on est loin du compte. D'ailleurs, un mur de la salle où s'est tenue la rencontre était recouvert d'une murale en hommage à une grande défenseuse de l'eau et de la vie, Berta Cáceres, assassinée en mars 2016 alors qu'elle

menait une campagne pacifique contre un mégaprojet de barrage hydroélectrique qui allait affecter la communauté lenca, au Honduras.

Les participantes de la rencontre ont aussi exprimé la nécessité de s'organiser et de s'allier entre elles de manière continue, d'élaborer une plateforme pour faciliter l'échange d'information et d'obtenir des appuis du secteur académique afin de documenter davantage les conséquences de l'extractivisme sur leurs territoires. En somme, de s'organiser de manière transversale pour répondre aux compagnies extractives qui privent les populations autochtones de leurs droits les plus fondamentaux. Comme le dit la murale qui lui rend hommage, «Berta n'est pas décédée, elle s'est multipliée !»

La déclaration finale de la rencontre, dans laquelle les participantes ont énuméré les 13 principes de vie qui les guident, peut être consultée sur le site de la Fédération des femmes du Québec (<ffq.qc.ca>).

1. Voir B. Hudon, «Un tribunal contre les minières», *Relations*, n° 774, octobre 2014.

Québec meilleure mine souffle ses 10 bougies

La coalition Pour que le Québec ait meilleure mine tenait en juin dernier un forum à Rouyn-Noranda pour souligner ses dix ans d'existence et de résistances. L'objectif était de mesurer le chemin parcouru depuis 2008 : gains obtenus, luttes en cours et actions à mener dans les prochaines années. Durant les deux jours du forum, on a notamment mis en cause les limites réglementaires adoptées en 2013 par le gouvernement du Québec, qui permettent à certaines minières de se soustraire au processus d'évaluation environnementale et de consultation publique indépendante ainsi que les poursuites abusives comme celle de Canada Carbon contre Grenville-sur-la-Rouge. La minière poursuit en effet cette municipalité des Laurentides pour 96 millions de dollars parce que la nouvelle administration souhaite bloquer le projet de mine à ciel ouvert sur son territoire. Il reste donc encore beaucoup de travail à faire pour ceux et celles qui luttent pour imposer un cadre réglementaire responsable à l'exploitation minière au Québec. Pour plus d'information, voir <quebecmeilleuremine.org>.

RELATIONS

Mentions d'honneur

Quatre collaboratrices et collaborateurs de *Relations* ont obtenu en juin dernier des honneurs que nous sommes heureux de souligner. Suzanne Loiselle, collaboratrice de *Relations* et militante pour la paix à L'Entraide missionnaire, ainsi que Lorraine Guay, membre du comité de rédaction de *Relations* et organisatrice communautaire ayant été de toutes les luttes pour la justice sociale, ont été parmi les personnes et organismes décorés d'une médaille de l'Assemblée nationale pour souligner leur contribution exceptionnelle à la société québécoise. Louis Rousseau, membre du comité de rédaction de *Relations*, s'est vu attribuer le statut de professeur émérite du Département de sciences des religions de l'UQAM pour couronner une longue carrière intellectuelle. Et enfin Vivian Labrie, collaboratrice de longue date de la revue et militante pour la justice sociale, a obtenu un doctorat honorifique de l'Université Saint-Paul d'Ottawa soulignant son engagement constant dans la lutte contre la pauvreté. Félicitations !

NICARAGUA : UNE RÉVOLTE ANNONCÉE

Malgré la répression sanglante, la mobilisation populaire se renforce, isolant plus que jamais le président Ortega.

Roselyne Gagnon

L'auteure est membre du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

Álvaro Conrado venait tout juste de célébrer ses 15 ans lorsque les forces de l'ordre lui ont tiré dessus, le 20 avril dernier, pendant qu'il apportait de l'eau aux étudiants qui s'étaient réfugiés dans la cathédrale de Managua, fuyant la répression. Alors qu'il était gravement blessé, l'hôpital public le plus près lui aurait refusé des soins médicaux, selon ses parents. Il est décédé un peu plus tard dans un hôpital privé.

Cet assassinat s'inscrit parmi plus de 300 autres commis au Nicaragua depuis le début du plus important conflit sociopolitique à survenir dans ce pays depuis la fin de la guerre civile des années 1980. Le conflit a débuté le 18 avril dernier à la suite de la promulgation unilatérale de la réforme du système de sécurité sociale par le gouvernement de Daniel Ortega et de sa femme, la vice-présidente, Rosario Murillo. Devant la violente répression menée par la police anti-émeute et par des groupes paramilitaires envers les manifestants pacifiques – et ce, en toute impunité –, les manifestations se sont vite répandues à travers le pays.

Cette crise sociale est le fruit de plus d'une décennie d'insatisfaction grandissante dans la société nicaraguayenne, marquée par la corruption, la centralisation du pouvoir dans les mains du couple présidentiel, ainsi que par des changements constitutionnels imposés, dont l'abolition du principe de non-réélection du président après un mandat. De grandes mobilisations l'ont précédée : d'abord celles pour protester contre une loi autorisant la construction d'un canal



Mvictor Jhernandez, *Diálogo*, 2018

interocéanique, de 2013 à 2015, ce qui a permis à de nouveaux regroupements de voir le jour; puis, lors des élections nationales de 2016, alors que les organisations de la société civile, les partis d'opposition et les médias indépendants ont appelé à l'abstention, qualifiant les élections de « farce », à la suite de la destitution de 28 députés de l'opposition et du refus du gouvernement d'autoriser la présence d'observateurs internationaux. Le taux d'abstention aurait alors atteint les 70%.

Enfin, tout juste avant le début du conflit, le 3 avril dernier, un feu de forêt s'est déclenché dans la réserve naturelle Indio Maíz, une des plus importantes d'Amérique centrale. Le gouvernement a minimisé l'étendue de l'incendie et n'a réagi que trois jours plus tard, refusant l'aide du Costa Rica, militarisant la zone et refusant l'accès aux journalistes et aux groupes environnementaux indépendants, soulevant ainsi l'indignation populaire. Il faut savoir que le Nicaragua fait face à une déforestation grandissante et à l'ac-

caparement de terres pour en faire des pâturages. De plus en plus connectés et informés grâce aux médias sociaux, des étudiants se sont mobilisés durant les jours suivants devant l'Université centra-méricaine située au cœur de Managua, pour protester contre la négligence du gouvernement. En quelques jours, ils étaient 300 provenant de plusieurs universités. Le 12 avril, ils ont été réprimés par la police anti-émeute qui protégeait la contre-manifestation des partisans du gouvernement. Le feu de forêt a finalement été maîtrisé le lendemain, après avoir ravagé plus de 5000 hectares. Cinq jours plus tard, les manifestations contre la réforme de la sécurité sociale commençaient.

Aujourd'hui, les étudiants, les organisations sociales, les mouvements paysans, les associations de travailleurs agricoles et le secteur privé sont unis pour faire front contre le gouvernement, devant l'étendue de la répression et des violences. Le président Ortega compte

maintenant peu d'alliés, même parmi la population d'affiliation sandiniste. Cette impopularité a atteint un point de non-retour avec les premiers assassinats d'étudiants, en avril.

Au moment d'écrire ces lignes, les parties étaient réunies pour une deuxième tentative de dialogue national coordonnée par la Conférence des évêques du Nicaragua afin de trouver une solution au conflit. On peut s'attendre à ce que le processus soit long et ardu, et à ce qu'Ortega ne fasse pas de concession quant à certaines des réformes du système électoral et de la structure étatique. Après tout, Ortega a gouverné durant les années 1980 avant de passer 16 années dans l'opposition, où il a conclu des pactes avec la droite et les religieux conservateurs pour s'assurer un retour en force, en 2007. Aujourd'hui, Ortega et le Front sandiniste de libération nationale qu'il a mis à sa main contrôlent toutes les institutions, dont les pouvoirs exécutif et judiciaire, le conseil suprême électoral, l'assemblée nationale, les représentations municipales et la police, sans parler des médias qui sont presque entièrement contrôlés par ses enfants. Difficile d'espérer qu'après tous ces efforts, il consente bientôt à céder une partie de son pouvoir à ce qu'il qualifie de « droite putschiste » dans les médias officiels.

Mais la répression a ravivé une flamme qui dormait parmi la population nicaraguayenne, qui promet de ne jamais pardonner ni oublier les morts, et qui continuera de demander justice et de réels changements structurels incluant, avant tout, le départ de Daniel Ortega. ☺